

L'action anti-nucléaire aux Pays-Bas

A présent (mi-novembre 1974) il y a deux centrales nucléaires, un petit de caractère expérimentale à Dodewaard, sur le Rhin, exploité par l'ensemble des compagnies d'électricité (BWR 55 MW) et un plus grand dans la province de Zélande, à Borssele (PWR 470 MW, construit par Siemens), exploité par la Compagnie d'Electricité de Zélande et réalisé principalement pour nourrir l'usine voisine d'aluminium de Péchiney. Le gouvernement envisage encore trois centrales nucléaires, chacune de 1000 MW.

En plus, la Hollande participe pour 15% dans un surgénérateur (300 MW) qui est en construction pas loin de la frontière, en Allemagne, à Kalkar sur le Rhin. C'est une co-production avec la Belgique (15%) et l'Allemagne (70%). Pour financer ce surgénérateur, le gouvernement avait, il y a un an et demi, augmenté le prix de l'électricité par 3%, taxe dite 'de Kalkar' (Les deux autres pays n'ont pas introduit ce système; ils payent directement de leurs caisses d'Etat). Pour cette raison, chaque citoyen en Hollande a été -et l'est régulièrement- confronté avec le projet du surgénérateur par les notes de sa compagnie d'électricité sur lesquelles la taxe de Kalkar est mentionnée et précisée. Cette loi de Kalkar est entrée en vigueur en avril 1973, sous l'ancien gouvernement (démocrates chrétiens et conservatifs) et avait passée au parlement où 66 votes étaient en faveur et 54 contre.

A cet époque, il n'y avait pas encore d'action civique contre ce projet. A cause de la taxe de Kalkar, un mouvement Stop Kalkar a pu se déclencher, qui a -en plus- su mettre en question l'usage du nucléaire en général. Quelques milliers de gens refusent même de payer la taxe de 3% (désobéissance civique) et ont risqués d'être priver de courant par les compagnies d'électricité. Il y avait -et il y a encore- beaucoup de publicité sur cet aspect: un cour de justice interdisant l'action de coupure par les compagnies (abus de pouvoir), un cour plus élevé jugeant autrement, des gens dans le noir, le ministre des affaires économiques intervenant en interdisant les mesures des compagnies, des municipalités locales créant des fonds en faveur d'énergie alternative dans lesquels les gens refusant la taxe de Kalkar pouvaient la verser, le mouvement Stop Kalkar -qui a son propre fonds, sous contrôle des refuseurs- dénonçant les fonds officiels, etc.

Récemment, les cinq partis progressifs qui dans le temps avaient voté contre le projet de Kalkar (démocr. social., chrétiens radicaux, socialistes radicaux, libéraux progressifs et communistes) ont également lancé une action Anti-Kalkar, avec laquelle le mouvement Stop Kalkar collabore. Environ 10.000 hollandais venus en bus et voiture⁺ ont assisté à une réunion de protestation à Kalkar, le 28 septembre. Les objections allaient de peur pour le réarmement allemand (avec des armes nucléaires) à l'empoisonnement de l'environnement, la destruction des générations futures et la création d'états policiers pour sécuriser le système d'énergie nucléaire.

L'industrie hollandaise contribue au projet de Kalkar par la construction d'éléments de refroidissement par sodium et par des recherches concernant le problème des déchets. Le gouvernement (actuellement démocr.-social., chrétiens radicaux et démocr.-chrétiens) devient un peu embarrassé au sujet de Kalkar à cause des implications financières, les calculs du début étant trop optimistes. Mais que la Hollande se retire du projet ne semble pas probable. Par contre, la participation au projet d'un second surgénérateur à Kalkar -comme primitivement prévu- semble hors question.

T.S.V.P.

+ et en vélo, bien sûr!

Le gouvernement présentement s'est décidé sur le développement lent de l'énergie nucléaire, à savoir les trois centrales de 1000 MW susmentionnées. (Le fait que les Pays-Bas disposent de ressources de gaz naturel considérables est un facteur important dans cette affaire). Le parlement, toutefois, aura la (ou une certaine) possibilité d'arrêter les projets gouvernementaux à n'importe quel stade, mais la situation est loin d'être claire.

Un plaidoyer pour un moratoire de 5 ans vient d'émaner d'un groupe de scientifiques et politiciens (pas tous progressifs) dont un employé important de Unilever et un de Philips ("Pour gagner du temps pour pouvoir concurrencer Siemens?" se demandent les méfiants...) et un personnage comme Mansholt. Ceci a encore semé des doutes au sein du gouvernement. Ce plaidoyer vise les centrales atomiques envisagées, et non les centrales en opération ni le surgénérateur en construction à Kalkar. Le mouvement Stop Kalkar et l'Action Anti Kalkar, eux, veulent faire arrêter ce dernier projet, tandis que la majorité du mouvement Stop Kalkar veut arrêter les centrales en opération aussi (Dodewaard et Borssele).

Chose aussi intéressante est le fait que la division de Zélande du plus grand syndicat hollandais (le NVV) s'est déclaré contre la seconde centrale à Borssele (une des trois prévues) ainsi que contre l'extension envisagée de l'usine de Pechiney. (Ceci est plus efficace qu'une protestation venant de biologistes et de Naturalistes-Progressistes...)

Quant au mouvement contre Kalkar, des actions larges comparables à celle en Hollande sont nettement plus difficiles du fait que nos voisins n'ont pas été confrontés avec une taxe de Kalkar. Nous avons des contacts avec des groupes en Belgique et en Allemagne.

D'autres groupes actifs contre l'énergie nucléaire sont deux groupes de travail de scientifiques (principalement) qui produisent des arguments et rapports utiles, la division néerlandaise du Comité International pour un Moratoire et quelques groupes anti-pollution tels que Milieudefensie (association pour la défense du milieu naturel) et l'Aktie Strohalm dont les membres sont actifs dans le mouvement Stop Kalkar. Le monde médical commence, lui aussi, de découvrir que l'énergie nucléaire pourrait avoir des conséquences moins heureuses pour la santé publique....

Une enquête récente parmi le public hollandais -effectuée à la demande des compagnies d'électricité et publiée grâce à un tuyau (ceci parce que les compagnies n'étaient pas contentes du résultat de l'enquête) - démontre que 62% des questionnés sont de l'opinion que la technologie n'a pas encore suffisamment avancée afin de permettre à des hommes politiques de décider de construire oui ou non des centrales atomiques. L'an dernier ce pourcentage était 42. Résultat décevant pour les compagnies d'électricité qui se donnent tellement d'effort d'informer le citoyen hollandais au moyen d'expositions circulantes et de brochures, par exemple une sur Kalkar distribuée à chaque maison, coûtant presque un million en francs français -argent venant du même citoyen....

Ce texte existe
en anglais également.
English version
available.

Willem Hoogendijk

membre des groupes coordinateurs
de l'Aktie Strohalm et du mouvement
Stop Kalkar
Gudegracht 36, Utrecht
Pays-Bas Tel 030 - 514.314

PS A notre stand (après la séance nucléaire): le tract gratuit expliquant pourquoi nous trouvons les ouvriers de IEP de très bons lutteurs anti-pollution; les dix commandements de l'environnement (gratuit aussi); et notre sac 'anti-plastique' (6 F. Commode pour stocker votre documentation. Nous n'en voulons pas réimporter aux Pays-Bas)